

**Politique étrangère - Syrie - Union  
européenne - Migrations - Tourisme  
- Entretien de M. Jean-Baptiste  
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès  
du ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, avec "CNews"**  
(Paris, 11 septembre 2018)

Q - Un désastre humanitaire se profile en Syrie avec l'assaut des troupes de Bachar Al-Assad sur la ville d'Idlib, dernier bastion des djihadistes issus de la branche d'Al-Qaïda en Syrie. La France est en retrait sur cette question ? Est-ce qu'elle doit prendre position un peu plus clairement, en disant "c'est un désastre humanitaire qui est en train de se dérouler sous nos yeux" ?

R - La France est en action, elle est à l'oeuvre. Jean-Yves Le Drian s'est exprimé il y a quelques instants pour dire combien une offensive de cette nature pourrait être contre-productive et malheureuse. Il évoquait le risque de tragédie humanitaire mais aussi la dispersion potentielle des djihadistes puisqu'ils sont tous concentrés dans cette poche, et donc avec un risque sur la sécurité en Europe. Prenons les Russes au mot, puisqu'ils disent vouloir lutter contre le terrorisme : ce n'est clairement pas la bonne manière.

Q - Que faut-il faire alors ?

R - La France a réaffirmé, lorsque le régime syrien a employé des armes chimiques, il y a quelques mois, que c'était une ligne rouge. À l'époque, souvenez-vous, aviateurs américains, français et anglais avaient frappé un certain nombre de dépôts d'armes chimiques.

S'agissant de l'humanitaire, là aussi, nous avons agi cet été. Nous avons, au terme de contacts avec un certain nombre de parties prenantes, permis l'accès de matériels humanitaires dans les zones de conflit.

Q - Il y a des djihadistes français qui sont possiblement dans cette ville. On redoute qu'ils puissent ensuite s'échapper, fuir par la Turquie, revenir sur l'Europe ?

R - Bien sûr. On l'a vu, il y a des personnes qui ont un potentiel de dangerosité. Il convient donc vraiment, encore une fois, d'éviter cette escalade. La France par la voix du président de la République a appelé à la retenue.

Q - Le Conseil de sécurité se réunit ce soir. Impuissant a priori parce que l'on sait très bien que le veto de la Russie est perpétuel. La situation paraît de toute façon inexorable ?

R - Ce qui est sûr c'est qu'en Syrie, on ne s'en sortira pas sans une solution politique. C'est aujourd'hui un théâtre d'opérations, mais ce ne sont pas les opérations qui vont résoudre la situation. Parce que le peuple syrien a manifesté depuis de nombreuses années un souhait de changement. Il convient que la communauté internationale arrive à poser le cadre d'expression du peuple syrien et que puissent s'exprimer à la fois les Syriens de Syrie mais également tous ceux, réfugiés, qui doivent pouvoir retourner en Syrie.

Q - Ce sont des vœux pieux, Monsieur Lemoyne. L'impuissance de l'Europe et de l'Occident est totale. Bachar Al-Assad est toujours là et a gagné la guerre. Les gens qui sont retranchés dans cette ville. Qui sont-ils ? Ce sont des terroristes de Daech.

R - Regardez la carte de la Syrie. Les forces kurdes occupent un bon tiers du territoire, des forces kurdes qui se sont battues contre les terroristes djihadistes. Donc, en réalité, il n'y a pas de contrôle du régime sur l'ensemble de son territoire, on le voit bien.

Q - Un nouvel afflux de réfugiés est redouté par la Turquie. Trois millions et demi de personnes sont déjà sur le sol turc. Est-ce que cela pourrait être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, que vous redoutez, encore une fois, les menaces du président Erdogan ?

R - C'est un rôle important que joue la Turquie directement impactée par la gestion des flux de réfugiés. C'est pourquoi, quand bien même le président turc est parfois virulent vis-à-vis de l'Europe, on doit garder toujours ce canal, ce contact. Le président de la République s'attache à avoir ce dialogue, parce que l'on ne peut pas juste être dans l'anathème. La diplomatie exige aussi du réalisme et il faut constater que la Turquie, de ce point de vue-là, est un maillon-clé pour éviter un certain nombre de difficultés à l'Europe.

Q - La réponse de l'Europe est parfois assez désorganisée face à toutes ces menaces. Notamment la montée des nationalismes. On va écouter Viktor Orban qui s'est exprimé cet après-midi même au Parlement européen : "Chaque nation est en droit de décider comment s'organiser. C'est nous qui défendons nos frontières et seuls nous déciderons avec qui nous vivons. Nous avons construit une clôture, nous avons arrêté des centaines de milliers de migrants clandestins, nous avons défendu la Hongrie et nous avons défendu l'Europe". Défendu l'Europe, les Hongrois ?

R - Je crois qu'on est là face à un risque de déconstruction de l'Europe en réalité. Parce qu'un certain nombre de leaders - Viktor Orban, Salvini - sont en train de mettre en cause une solidarité européenne, une construction européenne à vouloir jouer la politique du "chacun pour soi". Si l'on y regarde de plus près Salvini et Orban ont des objectifs différents, M. Orban n'a pas voulu accueillir, malheureusement, un certain nombre de migrants arrivés en Italie.

On a un moment de vérité pour l'Union européenne : il y a eu une construction qui s'est faite patiemment pendant 70 ans, qui a permis, y compris à tous ces pays d'Europe centrale et orientale de pouvoir, après être sortis de la férule communiste, trouver un avenir. Il est vrai que l'avènement de ces démocraties illibérales questionne par rapport à ce qu'ils ont pu vivre

par le passé.

Q - Monsieur le Ministre, que fait-on demain ? Il y a un vote à Strasbourg avec M. Orban, on vote l'article 7, c'est-à-dire des sanctions contre M. Orban et la Hongrie. Quelle va être la position de la France ? Vous votez ou vous préférez le garder à l'intérieur pour éviter justement une première attaque violente contre l'unité de l'Europe ?

R - Il ne vous a pas échappé que nous n'avons pas encore de députés "marcheurs" au Parlement européen. ET c'est tout l'enjeu, c'est de pouvoir, en mai prochain, avoir un contingent important de députés d'En Marche qui vont pouvoir construire ce renouveau de l'Europe, parce que l'on en a bien besoin face à des tests en matière migratoire, en matière de souveraineté économique - regardez les Etats-Unis qui veulent empêcher l'Europe de commercer avec l'Iran par exemple.

Je crois que c'est un moment fondateur ou refondateur et nous serons présents au rendez-vous. Demain, le Parlement européen se prononcera...

Q - Faut-il voter ou non l'article 7 ? Vous avez l'air d'hésiter un peu.

R - Je ne suis pas parlementaire européen. La France est très exigeante par rapport à l'ensemble des partenaires. Nous avons été là pour nous assurer que la Commission ne lâchait pas l'affaire par rapport à la Pologne qui, elle aussi, a mis en place un certain nombre de législations qui, en matière d'indépendance de la justice, de prérogatives des cours constitutionnelles, mettaient en danger un certain nombre de libertés fondatrices. Par conséquent, je peux dire que nous n'avons pas notre langue dans la poche pour veiller à ce que l'Europe, ce soit des valeurs et que ce ne soit pas des valeurs qui soient juste de beaux mots gravés dans le marbre ou sur des papiers, mais bien incarnées au quotidien.

Q - Vous parliez à l'instant de solidarité européenne sur l'accueil des migrants et vous déploriez que Viktor Orban, Matteo Salvini n'en fassent pas preuve. La France s'est prononcée pour l'installation de plateformes d'accueil et de répartition des migrants en Europe au nom de cette solidarité que vous appelez de vos vœux. Êtes-vous pour que ces plateformes s'installent en France ?

R - La solidarité en France, elle est en actes, parce que, tout cet été, c'est la France qui souvent a été à la manœuvre pour faire en sorte que nous puissions, nous-mêmes, accueillir un certain nombre de personnes, des navires, dont on a pu voir qu'ils étaient éligibles au droit d'asile. Par ailleurs, le président de la République, cela fait plusieurs mois qu'il a permis l'envoi de missions de l'OFPPA directement dans des pays de transit comme le Niger, le Tchad, pour éviter...

Q - Vous ne répondez pas à la question...

R - Si, à la question de la solidarité. Pour dire que la France, en envoyant ces missions, en

détectant des personnes qui sont éligibles au droit d'asile, leur évite cette traversée de la mort en les acheminant directement sur le continent européen, dès lors qu'ils remplissent les conditions. Car il y a deux aspects. Il y a les demandeurs de droit d'asile, il y a les migrations économiques. Et, là, la réponse est différente, elle doit être dans un travail avec les pays d'origine, avec les pays émetteurs de flux, un travail lié au développement du secteur privé, à l'éducation, à la création d'emplois. Je peux donc vous dire que la solidarité s'exerce véritablement dans la gestion de flux lorsqu'ils arrivent en Europe, et par ailleurs elle s'exerce avec les pays d'origine à travers une aide au développement augmentée de façon massive, plus un milliard d'euros cette année.

Q - Le président Macron s'est prononcé pour l'installation de plateformes d'accueil et de répartition des migrants, il voudrait que ce soit en Italie, en Espagne. Est-ce qu'au nom de cette solidarité que vous venez de détailler, vous êtes pour que ces plateformes soient en France ?

R - Ce sont des débats qui vont avoir lieu au niveau européen dans quelques jours, le 20 septembre, à Salzbourg. Nous aurons donc la réponse à ce moment-là.

Q - Allez-vous faire des alliances avec d'autres partis européens pour justement créer cette alliance progressiste en Europe pour contrer les nationalismes ? Christophe Castaner a plus ou moins répondu non à l'ancien ministre belge Guy Verhofstadt.

R - Emmanuel Macron était il y a quelques jours, le 6 septembre, à Luxembourg et il a tenu une consultation citoyenne avec le Premier ministre Xavier Bettel ainsi qu'avec le Premier ministre belge, M. Charles Michel, et néerlandais, M. Rutte. Et l'on voit bien qu'à travers ces quatre dirigeants quadra, rénovateurs, refondateurs, il peut y avoir des convergences de vues sur les dossiers essentiels de l'Union européenne. Et d'ailleurs, je note que, sur un sujet d'actualité, par exemple, la taxation des GAFA, que le Luxembourg à la suite de cette réunion a bougé ; il était historiquement réticent. On voit donc que des convergences de vues peuvent se faire jour.

Q - Oui aux alliances, donc ?

R - Il ne s'agit pas de faire des alliances électorales, des cartels électoraux. Les citoyens français comme européens, ce qu'ils veulent c'est s'exprimer, ils vont le faire dans les urnes, mais on n'est pas là juste dans des petites magouilles de postes. Parce que les Européens en ont peut-être un peu assez de ce cartel PPE-PSE qui monopolise toutes les institutions sans laisser la place à l'expression de toute la société civile telle que nous l'avons catalysée.

Q - Pendant que l'Europe hésite, face aux nationalismes, regardez cette image du jour, celle de Vladimir Poutine et de Xi Jinping qui trinquent, ils sont à Vladivostok, pendant les grandes manoeuvres communes entre la Russie et la Chine. Faut-il craindre cette alliance-là que l'on voit sous nos yeux ?

R - Cette image résume une chose : c'est le retour des puissances. Il y a une volonté de puissance russe, il y a une volonté de puissance chinoise qui s'illustre à travers le projet des

routes de la soie qui n'est rien d'autre que finalement une mondialisation centrée autour de la Chine. C'est pourquoi, le président de la République l'a dit : pourquoi pas, ce projet des routes de la soie, mais pas à sens unique, dans les deux sens, il ne s'agit pas d'avoir un monde qui soit sino-centré. Donc, face à cela, si nous voulons peser, exister dans cette mondialisation, naturellement, il faut que nous soyons, les Européens, unis et déterminés. C'est tout l'enjeu encore une fois de passer une nouvelle étape notamment en matière de défense, ce qui est le cas, on a plus progressé maintenant qu'en 30 ans.

Q - Quand on voit cette image qui clôture les plus grandes manoeuvres militaires que les Russes n'aient jamais organisées, invitations aux Chinois, il n'y a pas d'Européens. Ce sont les Chinois qui ont été invités et les Mongoliens. Les Chinois ont envoyé 3.500 soldats. Est-ce que c'est toujours d'actualité de la part de l'Europe de pousser Poutine dans les bras de la Chine ? Est-ce que c'est bien malin ?

R - Vis-à-vis de la Russie, cela n'a jamais été rompu, le président de la République s'est rendu il y a quelques mois à Saint-Pétersbourg...

Q - À quoi ça sert ?

R - ...et le dialogue est vraiment là, le dialogue du Trianon avec les sociétés civiles. Il convient donc de parler naturellement avec les dirigeants russes mais aussi se préparer de façon objective, au niveau européen, à peser en matière de défense.

Q - On va parler du tourisme. La France a-t-elle fait une belle année en matière de tourisme. Va-t-on battre les records espérés ?

R - Je touche du bois. En principe, tout cela n'est pas mal parti. 2017 était une très belle année, avec 87 millions de touristes internationaux en France. La saison 2018 s'annonce bien. Nous avons de l'ordre de 5 à 6% d'arrivées internationales supplémentaires et, donc, la saison estivale, avec un mois de juillet peut-être un peu mou avec la clientèle française qui est partie plus tard...

Q - À cause de la coupe du monde ?

R - Il y a plusieurs effets : l'école qui se termine plus tard, et puis il y a de nouvelles habitudes, on part moins longtemps l'été, plus souvent le reste de l'année. Mais un mois d'août qui a très bien fonctionné et un mois de septembre qui, grâce à une météo clémente, s'annonce également très positif.

Maintenant, il faut voir qu'au-delà des chiffres, il y a aussi besoin de faire en sorte que ce tourisme soit durable, parce que la surconcentration sur quelques grands sites peut aussi générer un certain nombre de conséquences pas toujours heureuses : on a vu de la contestation du tourisme de masse à Barcelone, à Venise, pas loin de chez nous. J'ai un souci aussi, c'est celui de faire en sorte que ce tourisme soit durable, qu'il irrigue tous les territoires et nous

avons des sujets à travailler avec les régions pour faire en sorte que ces flux aillent partout et créent de la valeur, des emplois - la restauration a créé 30.000 emplois en un an, c'est important.

Q - Justement, c'est un secteur qui n'arrive pas à embaucher. Il y a une vraie pénurie. L'hôtellerie et la restauration sont des métiers très très durs. On n'arrive pas à embaucher. Est-ce que vous êtes d'accord d'aller plus loin, permettre aux hôteliers, pour ceux qui le réclament, par exemple d'embaucher ceux qui sont en train de demander l'asile ?

R - C'est une piste qu'ont mis en avant les syndicats de la restauration. Tout mérite d'être regardé parce qu'il faut à la fois peut-être regarder de ce côté-là, mais aussi faire en sorte qu'il y ait plus de jeunes gens et de jeunes filles qui rentrent dans les dispositifs d'apprentissage, de formation. Parce que, je vous le dis, et à travers vous je m'adresse à eux, les métiers de l'hôtellerie et de la restauration, ce sont des métiers où l'ascenseur social fonctionne encore, vous pouvez commencer commis et finir chef, vous pouvez commencer chef de rang, serveur et, derrière, ouvrir votre établissement. Bref, ce sont des métiers d'avenir où, effectivement, on travaille dur mais la récompense, c'est que, derrière, le succès est souvent là.

Q - Ma question était plus sur les demandeurs d'asile. Est-ce qu'on leur donne l'autorisation de travailler ?

R - Compte-tenu du déficit pour combler les emplois, toutes les pistes doivent être regardées, expertisées, y compris celle-là. Donc, il ne faut pas l'écarter d'un revers de la main, il faut regarder cela attentivement. C'est d'ailleurs l'objet de mon travail dans les trois prochains mois puisque nous allons tenir le prochain comité interministériel du tourisme avec le Premier ministre, Edouard Philippe, sur ce thème de l'emploi dans le secteur du tourisme. Nous allons donc tout regarder de très près./.